

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT MODERNE ANTILLES GUYANE

Société Anonyme au capital de 18 727 232 euros
Siège social : Rue René Rabat – ZI de Jarry 97122 Baie Mahault
341 891 653 R.C.S Pointe à Pitre

I. — Compte de résultat au 31 décembre 2017

(En euros)

	31/12/2017	31/12/2016	Annexe
+ Intérêts et produits assimilés	41 400 050,33	41 223 293,42	Réf. annexe III-(1)
- Intérêts et charges assimilés	-6 982 665,26	-7 742 889,36	Réf annexe III-(1)
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	16 284 309,19	15 796 770,63	
- Charges sur opérations et crédit-bail et assimilées	-14 463 569,52	-13 027 204,17	
+ Produits sur opérations de location simple			
- Charges sur opérations de location simple			
+ Revenus des titres à revenu variable	741 007,15	832 200,00	Réf annexe III-(2)
+ Commissions (produits)	171 277,22	236 592,89	Réf annexe III-(3)
- Commissions (charges)	-390 760,80	-274 984,94	Réf annexe III-(3)
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+ Autres produits d'exploitation bancaire	15 192 656,10	14 423 173,61	Réf annexe III-(4)
- Autres charges d'exploitation bancaire			
= Produit net bancaire	51 952 304,41	51 466 952,08	
Charges générales d'exploitation	-20 590 461,14	-20 320 202,03	Réf annexe III-(5)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-366 047,54	-387 853,41	
= Résultat brut d'exploitation	30 995 795,73	30 758 896,64	
Coût du risque	-8 441 250,44	-2 879 645,87	Réf annexe III-(6)
= Résultat d'exploitation	22 554 545,29	27 879 250,77	
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt	22 554 545,29	27 879 250,77	
+/- Résultat exceptionnel	-135 858,01	-81 671,28	
Impôt sur les bénéfices	-7 701 985,19	-9 243 269,00	Réf annexe III-(7)
+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	86 039,41	142 248,21	
Résultat Net	14 802 741,50	18 696 558,70	

II. — Bilan au 31 décembre 2017

(En Euros)

Actif	31/12/2017	31/12/2016	Annexe
Caisse, banque centrale, ccp			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	92 503 327,01	39 869 658,19	Réf annexe II-(1)
Créances sur la clientèle	603 745 029,61	558 190 261,60	Réf annexe II-(2)
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées	3 572 423,56	3 572 423,56	Réf annexe II-(14)
Crédit-bail et location avec option d'achat	36 721 416,04	30 741 977,66	Réf annexe II-(4)
Location simple			
Immobilisations incorporelles	554 638,70	685 349,98	Réf annexe II-(5)
Immobilisations corporelles	436 550,57	500 926,14	Réf annexe II-(5)
Capital souscrit non verse			

Actions propres			
Autres actifs	3 552 869,36	402 885,71	Réf annexe II-(6)
Comptes de régularisation	13 647 083,16	15 144 360,49	Réf annexe II-(7)
Total de l'actif	754 733 338,01	649 107 843,33	

Hors-bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements reçus	0	0
Engagements de financement		
Engagement de garantie		
Engagement sur titres		

Passif	31/12/2017	31/12/2016	Annexe
Banque centrale, ccp			
Dettes envers les établissements de crédit	689 159 748,12	593 449 805,20	Réf annexe II-(1)
Operations avec la clientèle	1 816 936,43	2 074 272,87	
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	10 723 579,55	10 280 816,37	Réf annexe II-(8)
Comptes de régularisation	3 552 567,27	3 793 464,15	Réf annexe II-(9)
Provisions pour risques et charges	1 514 994,55	1 660 798,38	Réf annexe II-(11)
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux			
Capitaux propres hors FRBG	47 965 512,09	37 848 686,36	Réf annexe II-(12)
Capital souscrit	18 727 232,00	18 727 232,00	
Primes d'émission	10 910 294,45	10 910 294,45	
Réserves	1 894 919,52	-10 593 803,32	
Écarts de réévaluation			
Provisions réglementées. Subventions d'investissement		86 039,41	Réf annexe II-(13)
Report à nouveau (+/-)	1 630 324,62	22 365,12	
Résultat de l'exercice (+/-)	14 802 741,50	18 696 558,70	
Total du passif	754 733 338,01	649 107 843,33	

Hors-bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement		
Engagement donné pour les garanties d'ordre de la clientèle	46 193 791,58	43 058 387,98
Engagement de garantie		
Garanties d'ordre de la clientèle	8 885,00	8 885,00
Cautions, avals, autres garanties reçus d'établissements de crédit	15 201,57	15 201,57
Engagement sur titres		

III. — Annexe

I. — Principes et méthodes comptables

Les comptes de Crédit Moderne Antilles Guyane présentés ci-après arrêtés au 31 décembre 2017 ont été établis conformément aux principes comptables généraux du n°91-01 du CRBF applicables en France aux établissements de crédit.

L'exercice social de la SA CMAG commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

1) Opérations avec la clientèle. — Les montants des crédits en cours incluent les encours douteux nets de dépréciations.

En application au règlement du Comité de la Réglementation Comptable ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au traitement comptable du risque de crédit, les différentes catégories d'encours sont les suivantes :

— Les **encours sains** qui se composent des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.

— Les **encours restructurés** sans impayés ou dont l'ensemble des impayés ont été régularisés qui constituent une sous catégorie des encours sains et qui se composent des créances ayant fait l'objet d'une renégociation liée à la situation financière du débiteur.

— Les **encours douteux** qui se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits dont le montant impayé dépasse deux échéances ou qui comportent une échéance de plus de deux mois de retard ou qui sont en attente d'un plan de rééchelonnement ou suite à l'identification d'un risque avéré de type redressement judiciaire. La classification en douteux d'une créance entraîne par contagion le déclassement dans cette catégorie de l'ensemble des encours relatif au débiteur.

— Les encours **douteux compromis** qui constituent une sous catégorie des encours douteux et qui se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits classés en douteux depuis plus d'un an, des créances contentieuses, des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

Des dépréciations sur base individuelle et collective sont constituées sur les crédits dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée au niveau individuel ou au niveau d'un portefeuille.

Constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés, la connaissance ou l'observation de toutes autres difficultés financières significatives de la contrepartie, les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « coût du risque ».

La provision pour décote des créances restructurées est également comptabilisée en coût du risque.

La reprise de l'effet d'actualisation figure au même titre que les intérêts en Produit Net Bancaire.

2) Enregistrement des produits et des charges. — Les intérêts et commissions assimilés sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté *prorata temporis*. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts (frais de dossier). Les coûts marginaux de transaction que la banque supporte à l'occasion de l'octroi d'un concours (commissions réglées aux intermédiaires qui transmettent les demandes de la clientèle) font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

3) Titres de participation. — Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition.

Les participations détenues dans les sociétés financières pour plus de 10% du capital sont évaluées à la quote-part de l'actif net correspondant aux droits sociaux détenus.

Une dépréciation est constituée dès lors que le coût d'acquisition est supérieur à la valeur visée ci-dessus pour la catégorie du titre concerné.

4) Crédit bail. — Il s'agit des immobilisations nettes d'amortissements et des loyers impayés nets des dépréciations. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur brute de l'encours et la valeur actualisée au taux de rendement interne, des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

La durée d'amortissement pratiquée sur les principales catégories de matériels financés est de 4 ans.

L'encours douteux des opérations de crédit bail, de location avec option d'achat et de location longue durée comprend les échéances impayées des dossiers présentant au moins un loyer impayé depuis plus de trois mois. Des délais de déclassement plus courts peuvent être retenus, notamment pour les créances rendues exigibles ou dépréciées.

Les encours douteux compromis qui constituent une sous-catégorie des encours douteux se composent des créances contentieuses et des loyers impayés des dossiers classés en douteux depuis plus d'un an.

CMAG suit les préconisations du communiqué du CNC du 6 décembre 2005 ainsi que de l'avis 2006C du 4 octobre 2006 du Comité d'urgence relatifs aux modalités d'amortissement des immobilisations faisant l'objet d'opérations de crédit bail ou de location avec option d'achat et assimilées prévues aux articles 313-7 et 313-1 du code monétaire et financier.

5) Immobilisations. — Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont pratiqués suivant le système linéaire et selon les durées d'utilisation inscrites ci-dessous.

Logiciel acquis	1 à 3 ans
Immeubles	20 ans
Agencements, installations	5 à 8 ans
Véhicules	4 ans
Matériels de bureaux et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	8ans

6) Créances et dettes envers les établissements de crédits. — Les créances et dettes envers les établissements de crédits sont présentées à leur valeur nominale, selon leur nature : créances et dettes à vue ou à terme.

Les intérêts courus sur ces créances et ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les créances et les dettes rattachées.

7) Impôts sur les sociétés. — En France, le taux normal de l'impôt sur les bénéfices est de 33 1/3 % auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3 % qui a été instituée sur les résultats des exercices ouverts à compter du 1er Janvier 2000.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

Lorsque la période sur laquelle les produits et charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, le Crédit Moderne Antilles Guyane comptabilise un impôt différé.

Cet impôt différé est déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès que ces derniers ont été votés.

Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte s'il y a lieu de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

8) Provisions pour retraites. — Les engagements de retraite et assimilés sont évalués suivant des hypothèses actuarielles et sont provisionnés dans les comptes au titre du personnel en activité susceptible d'en bénéficier.

A compter du 1^{er} janvier 2014, le CMAG a appliqué de manière anticipée les dispositions de la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 07 novembre 2013 relative à l'évaluation et à la comptabilisation des engagements de retraite et assimilés qui permettent de se rapprocher en partie des dispositions de la norme IAS 19 révisée telle qu'adoptée par la Commission européenne en juin 2012. Ainsi, la méthodologie du « corridor » est abandonnée et les écarts actuariels sont désormais comptabilisés intégralement.

II. – Informations sur les comptes du bilan

1) Informations relatives aux opérations de trésorerie et interbancaires

Actif. — Créances sur les établissements de crédit :

Actif	2017	2016
Comptes ordinaires	60 426 139	25 726 420
Comptes et prêts	31 860 000	13 720 000
Créances rattachées	217 188	423 238
Total	92 503 327	39 869 658

L'ensemble des comptes ordinaires et des créances rattachées présentent une maturité inférieure à 3 mois.

Échéancier des comptes et prêts au 31 décembre 2017 (durées restant à courir, en euros).

Total bilan	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
31 860 000			31 860 000	

Passif. — Dettes envers les établissements de crédit :

Passif	2017	2016
Comptes ordinaires		
Emprunts	688 300 000	592 620 000
Dettes rattachées	859 748	829 805
Total	689 159 748	593 449 805

L'ensemble des comptes ordinaires et des dettes rattachées présentent une maturité inférieure à 3 mois.

Échéancier des emprunts au 31 décembre 2017 (durées restant à courir, en euros).

Total bilan	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
688 300 000	86 300 000	163 860 000	416 090 000	22 050 000

Remboursements et nouveaux emprunts contractés sur l'exercice

	2017
Remboursements	294 330 000,00
Nouveaux emprunts	390 010 000,00

2) Informations relatives aux opérations avec la clientèle

Actif :

Actif	2017	2016
Encours sains	588 831 082	542 694 883
Encours sains restructurés	168 849	208 935
Commissions assimilables à des intérêts	2 907 942	2 878 730
Total encours sains	591 739 024	545 782 548
Valeurs non imputées		
Encours douteux	7 250 641	5 526 242
Encours douteux compromis	34 016 739	34 505 651
Total encours douteux	41 267 380	40 031 893
Provisions	-31 267 397	-29 753 278
Encours douteux net	9 999 983	10 278 615
Créances rattachées	2 006 023	2 129 098
Total	603 745 030	558 190 261

Échéancier des encours sains au 31 décembre 2017 (durées restant à courir, hors créances rattachées, en euros).

Total bilan	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
591 739 024	55 710 946	124 015 765	376 649 493	35 362 820

3) Dépréciation sur créances clients :

	31/12/2016	Dotations	Reprises	31/12/2017
Provisions	-29 753 278	-19 294 630	17 780 511	-31 267 397

4) Crédit bail et location avec option d'achat :

Crédit bail et LOA	Valeur nette au 31/12/2016	Acquisitions dotations	Cessions reprises	Valeur nette au 31/12/2017
Valeur brute	62 289 743	20 552 640	-14 397 056	68 445 327
Amortissements	-32 947 064	-12 224 297	12 253 867	-32 917 493
Valeur nette comptable	29 342 679	8 328 343	-2 143 188	35 527 834
Créances rattachées	72 084	28 162		100 246
Créances douteuses	4 839 952		-851 136	3 988 816
Dépréciations pour créances douteuses	-3 335 861	-1 368 569	1 917 918	-2 786 512
Dépréciations des immobilisations ITNL	-176 876	-215 458	283 367	-108 967
Total	30 741 978	6 772 478	-793 039	36 721 417

5) immobilisations corporelles et incorporelles :

	31/12/2016	Acquisitions dotations	Cessions reprises	31/12/2017
Corporelles				
Valeur Brute	6 324 158	117 575		6 441 733
Amortissement	-5 823 232	-181 950		-6 005 182
Valeur Nette	500 926	-64 376	-	436 551
Incorporelles				
Immobilisations en cours	35 237		-35 237	
Valeur Brute	2 227 360	96 389	-7 767	2 315 983
Amortissement	-1 577 247	-184 087		-1 761 344
Valeur Nette	685 350	-87 698	-43 003	554 639

6) Autres actifs :

Autres actifs	2017	2016
Dépôts et cautionnements	25 895	25 895
Personnel et organismes sociaux	62 390	58 559
États impôts sur les bénéfices	2 866 297	
Tva sur facture à recevoir	91 156	14 902
Avances permanentes	317 845	289 863
Compte courant Neuilly Contentieux	184 608	-4 144
Débiteurs divers	4 679	17 810
Total	3 552 869	402 886

7) Comptes de régularisation – Actif :

	2017	2016
Divers produits à recevoir	11 870 939	11 237 859
Autres comptes de régularisations	1 776 144	3 906 501
Total	13 647 083	15 144 360

Les divers produits à recevoir sont constitués des produits d'assurance et de la quote-part de résultat sur la société en participation avec la SA CAFINEO.

Les autres comptes de régularisations sont principalement constitués du solde des impôts différés actifs d'un montant de 1 472 000 euros.

8) Autres passifs :

Autres passifs	2017	2016
Fournisseurs et comptes rattachés	5 385 189	4 902 597
Dépôts de garantie crédit bail	144 640	131 276
Personnel et dettes rattachées	3 828 466	3 451 437
État impôts et taxes et organismes sociaux	353 939	928 974
Créditeurs divers	1 011 346	866 532
Total autres passifs	10 723 580	10 280 816

9) Compte de régularisation – Passif :

	2017	2016
Produits/Charges constatés d'avance	1 708 007	1 973 436
Charges à payer	1 761 509	1 633 440
Autres comptes de régularisation	83 051	186 588
Total comptes de régularisation	3 552 567	3 793 464

10) Réserve latente et résultat financier :

Résultat financier	2017	2016
Encours financier	38 002 602	31 563 277
VNC des immobilisations louées	35 527 834	29 342 679
Écart créances rattachées/compte de régularisation financier	114 984	138 419
Réserve latente brute	2 359 784	2 082 179
Impôts différés sur la réserve latente	-666 875	-801 104
Réserve latente nette exercice N	1 692 909	1 281 075
Réserve latente nette exercice N-1	1 281 075	1 671 588
Variation de réserve latente	411 834	-390 513
Résultat net social	14 802 742	18 696 559
Résultat net financier	15 214 576	18 306 046

11) Provision pour risques et charges :

Provisions pour risques et charges	2016	Dotation	Reprise	2017
Provisions pour charges de retraite	901 818	442 926	416 248	928 496
Provision pour suspens	218 000	83 000	218 000	83 000
Provision pour URSSAF	149 000			149 000
Provision pour pénalité		50 000		50 000
Provision pour litige	391 980	254 499	341 980	304 499
Autres provisions pour risques et charges	758 980	387 499	559 980	586 499
Total	1 660 798	830 425	976 228	1 514 995

12) Évolution des capitaux propres (Hors provisions réglementées) :

	31/12/2016	Affectation du résultat	Distribution	Autres mouvements	Résultat	31/12/2017
Capital	18 727 232					18 727 232
Réserve légale	1 872 723					1 872 723
Autres réserves	22 196					22 196
Primes d'émission	10 910 294					10 910 294
Report à nouveau	22 365	1 607 960				1 630 325
Résultat	18 696 559	-18 696 559			14 802 742	14 802 742
Acomptes sur dividendes versés	-12 488 723	17 088 599	-4 599 876			0
Total	37 762 647	-0	-4 599 876		14 802 742	47 965 512

Le capital social est composé de 1.170.452 actions ordinaires de 16 Euros nominal. Le résultat de l'exercice 2017 de CMAG est de 14 802 741.50 Euros.

13) Évolution des provisions réglementées :

	31/12/2016	Dotation	Reprise	31/12/2017
Provision pour investissements	86 039		86 039	

La reprise de provision pour investissement constatée en 2017 correspond à la provision pour investissement comptabilisée pour l'exercice 2012.

14) Évolution des titres de participations :

Détail des titres de participation	31/12/2016	Acquisition de l'exercice	Cession de l'exercice	31/12/2017
CMA LEASE	152 358			152 358
CAFINEO	3 420 000			3 420 000
BANCO BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE S.A. 13660	30			30
COFICA BAIL 13673	35			35
TEB TUKETICI FINANSMAN A.S. 43213	1			1
Total	3 572 424			3 572 424

15) Note sur le hors bilan. — Les engagements donnés à la clientèle correspondent principalement aux engagements de financement de l'activité prêts personnels.

III. – Informations sur le compte de résultat

1) Charges et produits d'exploitation bancaire

Produits d'exploitation bancaire. — Les intérêts et produits assimilés se décomposent comme suit :

Intérêts et produits assimilés	2017	2016
Opérations avec les établissements de crédit	434 185	725 301
Opérations avec la clientèle	40 965 865	40 497 992
Total	41 400 050	41 223 293

Charges d'exploitation bancaire. — Les intérêts versés sont relatifs à des opérations effectuées avec des banques.

2) Revenus des titres à revenu variable

Revenus des titres à revenu variable	2017	2016
Dividendes CAFINEO SA	741 000	832 200
Dividendes LEVAL 3	7	
Dividendes AUTOP OI		
Dividendes CMALEASE		
Dividendes LEVAL DEVELOPPEMENT		
Total	741 007	832 200

Le CMAG détient 41.23% des actions de la SA CAFINEO société gérante de la société en participation avec CAFINEO.

3) Commissions :

Commissions produits	2017	2016
Commissions	171 277	236 593

Ces revenus sont constitués principalement des commissions interbancaires sur les retraits DAB et indemnités de report.

L'impact de l'étalement des frais de dossiers perçus en IAS d'un montant de - 893 870.40 euros explique la baisse des commissions en 2017.

Commissions charges	2017	2016
Commissions	390 761	274 985

Les commissions versées sont relatives à des opérations effectuées avec des banques

4) Autres produits d'exploitation bancaire. — Sont notamment enregistrées dans ce poste :

- Les ristournes et commissions diverses rétrocédées par les compagnies d'assurances.
- Les quotes-parts de résultats de sociétés en participation.

Le CMAG s'est associé avec des partenaires dans le cadre de sociétés en participation. A ce titre, la société perçoit de celles-ci des produits qui rémunèrent ses apports aux opérations de crédit communes sous forme de quotes-parts de résultat. En contrepartie, elle enregistre directement dans ses comptes, sans passer par les résultats des sociétés en participation, les charges qui lui incombent au titre de la réalisation des apports.

Les encours gérés sont portés au bilan d'un autre associé de la société en participation ayant le statut d'établissement financier et détenue conjointement par CMAG et son partenaire.

Les produits dégagés par les opérations de crédit communes, c'est à dire la quote-part de résultat lui revenant, sont inclus dans les " Autres produits d'exploitation bancaire ".

Autres produits d'exploitation bancaire	2017	2016
Commissions d'assurances	10 357 150	9 451 046
Quote-part de résultat de la SEP avec CAFINEO	4 835 506	4 972 127
Total	15 192 656	14 423 174

5) Charges générales d'exploitation :

	2017	2016
Salaires et traitements	8 255 942	8 190 583
Charges sociales	3 870 784	3 789 458
Intéressement et Participation	1 095 757	1 068 564
Impôts, taxes assimilées sur rémunérations	476 522	456 266
Charges de personnel	13 699 005	13 504 871
Impôts et taxes	780 577	687 496
Locations	660 387	693 074
Rémunération d'intermédiaires		
Services extérieurs fournis par Sté groupe	1 406 800	1 538 259
Transport et déplacements	230 207	376 054
Autres services extérieurs	3 959 289	3 821 987
Services extérieurs	6 256 683	6 429 374
Dotations/Reprises de provisions	-145 804	-301 540

Total	20 590 461	20 320 202
-------	------------	------------

6) Coût du risque :

Coût du risque	2017	2016
Dotation aux provisions sur créances douteuses	-20 878 658	-15 281 004
Pertes sur créances irrécupérables	-8 199 495	-10 553 757
Reprises de provisions sur créances douteuses	19 981 796	22 645 876
Récupérations sur créances amorties	655 106	309 239
Total	-8 441 251	-2 879 646

La régularisation d'un crédit stock client d'un montant de 6 702 234.68€ explique la baisse du coût du risque en 2016. Cette régularisation suite à un règlement partiel du client de 3 645 680.80€ a généré une reprise de provision de 6 702 234.68 € et une perte de 3 056 553.88€.

7) Impôts sur les sociétés :

	2017	2016
Impôts sur les bénéfices	-6 023 313	-8 709 269
Charges /Produits d'impôts différés	1 678 672	534 000
	-7 701 985	-9 243 269

Les charges et produits d'impôts différés constatés correspondent aux impôts liés aux différences temporaires.

L'analyse de la charge de l'impôt sur les bénéfices 2017 se traduit comme suit :

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt	Taux d'imposition
Résultat courant	22 554 545	6 023 313	26,71 %
Résultat exceptionnel	135 858	0	
Résultat comptable	22 418 687	6 023 313	26,87 %

IV. – Informations complémentaires

Proposition d'affectation du résultat. — Le résultat net de l'exercice de la société se traduit par un bénéfice de 14 802 741,50 € après impôt sur les sociétés.

Après adjonction du report à nouveau créditeur de 1 630 324,62 € constaté au 31/12/2017 le résultat à affecter s'élève à la somme de 16 433 066,12 €

Bénéfice à répartir :

Bénéfice net	14 802 741,50 €
Report à nouveau créditeur disponible	1 630 324,62 €
Total à affecter :	16 433 066,12 €

Emplois

Dividendes	9 831 796,80 €
Report à nouveau	6 601 269,32 €
Total affecté :	16 433 066,12 €

Effectifs :

Effectifs	2017	2016
Cadres	23	22
Employés et agents de maîtrise	143	135
Total	166	157

Rémunérations allouées aux dirigeants. — Éléments non fournis car cela aboutirait à communiquer les rémunérations individuelles.

Montant total des honoraires versés aux commissaires aux comptes : 68 730 € HT

Créances et dettes avec les entreprises liées :

	2017	
	Créances	Dettes
Comptes ordinaires	56 256 029	
Comptes prêts / emprunts	32 077 188	689 152 723
Autres actifs	502 453	
Charges à payer		2 310 529
Produits à recevoir	11 781 969	
Total	100 617 639	691 463 253

Produits et charges avec les entreprises liées :

	2017	
	Charges	Produits
Intérêts et charges assimilées	-6 982 665	
Dont entreprises liées	-6 982 632	
Charges générales d'exploitation	-20 590 461	
Dont entreprises liées	-2 718 639	
Intérêts et produits assimilés		41 400 050
Dont entreprises liées		434 185
Autres produits d'exploitation bancaire		15 192 656
Dont entreprises liées		15 192 656
Total entreprises liées	-9 701 271	15 626 841

Sont considérées comme entreprises liées toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans les comptes consolidés de BNP Paribas.

Société consolidante. — CMAG est consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas Personal Finance ayant son siège administratif au 20, avenue Georges Pompidou, 92300 Levallois-Perret, elle-même consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas ayant son siège 16 Boulevard des Italiens 75009 Paris.

Complément d'informations. — Le rapport de gestion est disponible au siège de la société : immeuble Sémaphore - Rue René RABAT - ZI de Jarry-97122 BAIE MAHAULT.

IV. — Procès verbal de l'assemblée général mixte du 15 mai 2018

L'an deux mille dix-huit le 15 mai à 13H30,

Les Actionnaires de CREDIT MODERNE ANTILLES GUYANE (« la Société ») se sont réunis dans les locaux de BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE, 143 rue Anatole France 92300 Levallois Perret en Assemblée Générale Ordinaire sur convocation faite par le Conseil d'Administration.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque Actionnaire participant à l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel qu'en qualité de mandataire, le cas échéant.

L'Assemblée est présidée par M Christian DUPLAND, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

La société BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE, représentée par M Christian DUPLAND, ayant reçu pouvoir à cet effet, actionnaire présent et acceptant est appelée comme scrutateur.

Mme Sonia OHANESSIAN assure le secrétariat de la séance.

Le bureau est ainsi constitué.

Le Cabinet MAZARS, Commissaire aux Comptes de la société, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le Cabinet DELOITTE & Associés, Commissaire aux Comptes de la société, régulièrement convoqué, représenté par M Marc ARHOUL participe à l'Assemblée par conférence téléphonique.

Le Comité d'entreprise, régulièrement convoqué et représenté par Mme Evelyn BAGASSIEN participe à l'Assemblée par conférence téléphonique.

L'Assemblée réunissant le quorum requis par la loi est régulièrement constitué et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- La copie de la lettre de convocation adressée aux Actionnaires,
- La copie des lettres de convocation adressée aux Commissaires aux comptes,
- La copie de la lettre de convocation adressée aux représentants du Comité d'Entreprise,
- La feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, à laquelle est annexé le pouvoir de représentation de BNP Paribas Personal Finance à M Christian DUPLAND,
- Le rapport de gestion du conseil d'administration,
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés au 31 décembre 2017,
- Les rapports des commissaires aux comptes (rapport sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017, le rapport spécial sur les conventions réglementées)
- Un exemplaire des statuts de la Société,
- Le texte des résolutions soumises à la présente Assemblée.

Le Président déclare que tous les documents prévus par la Loi ont été adressés ou tenus à la disposition des actionnaires dans les délais légaux et que la Société n'a été saisie d'aucune demande d'inscription à l'ordre du jour de nouveaux projets de résolutions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il rappelle que la présente Assemblée a été réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Le Président, avec l'assistance du secrétaire, présente à l'Assemblée les comptes de l'exercice écoulé, le rapport du Conseil d'Administration et les rapports des Commissaires aux comptes.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes

1. Rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la société au cours de l'exercice 2017 ;
2. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017 ;
3. Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article L.225-38 du Code de commerce ;
4. Examen et approbation des comptes de l'exercice 2017 - affectation du résultat ;
5. Mandat d'un des Commissaires aux comptes titulaire et Mandat d'un des Commissaires aux comptes suppléant
6. Démission de M. Jean-Marie BELLAFIORE de son mandat d'administrateur
7. Nomination de M. Laurent BERNOIS en tant qu'administrateur
8. Nomination de M. Philippe REFFAY en tant qu'administrateur
9. Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités légales.

Première résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, approuve le rapport du Conseil d'Administration sur la situation et l'activité de la Société pendant l'exercice 2017 et toutes les opérations qui y sont mentionnées.

Elle prend acte du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels et en accepte les conclusions.

L'Assemblée Générale prend acte de l'absence de dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

L'Assemblée Générale approuve les comptes arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils lui ont été présentés et constate l'existence d'un bénéfice 14 802 741,50 euros.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'administration quitus de l'exercice de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

Deuxième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires et après lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce, prend acte qu'aucune convention de cette nature n'a été conclue au cours de l'exercice.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

Troisième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, constatant l'existence d'un bénéfice 14.802.741,50 euros et d'un report à nouveau créditeur de 1 630 324,62 euros et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, approuve le projet d'affectation du résultat de l'exercice 2017 présenté par le Conseil et décide de l'affecter de la manière suivante :

Bénéfice à répartir :

Bénéfice net	14 802 741,50 €
Report à nouveau créditeur disponible	1 630 324,62 €
Total à affecter :	16 433 066,12 €

Emplois :

Dividendes	9 831 796,80 €
Report à nouveau	6 601 269,32 €
Total affecté :	16 433 066,12 €

Le dividende au titre de l'exercice 2017, revenant à chaque action est fixé à 8,40 Euros.

La mise en paiement de ce dividende de 8,40 euros par action interviendra au plus tard le 1^{er} juin 2018.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3 2° du Code général des Impôts

Il est indiqué qu'au cours des trois derniers exercices, les dividendes suivants ont été versés :

Au titre de l'exercice 2016, 17 088 599,20 € de dividendes ont été versés ;

Au titre de l'exercice 2015, 15 449 966,40 € de dividendes ont été versés ;

Au titre de l'exercice 2014, 15 274 398,60 € de dividendes ont été versés ;

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

Quatrième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, procède au renouvellement en qualité de Commissaire aux comptes titulaire du mandat du Cabinet DELOITTE & Associés représenté par M Jean-Vincent COUSTEL pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à se tenir en 2024 sur les comptes 2023.

Néanmoins, compte tenu de la simplification du droit des sociétés, supprimant pour la Société l'obligation de nommer un commissaire aux comptes suppléant et le mandat du cabinet BEAS venant à expiration ce jour, l'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, décide de ne pas renouveler son mandat.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

Cinquième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, prend acte de la démission de M. Jean-Marie BELLAFFIORE de son mandat d'administrateur à l'issue de la présente Assemblée Générale.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

Sixième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide de nommer en remplacement M. Laurent BERNOIS pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2024 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

M. Laurent BERNOIS a d'ores et déjà fait savoir qu'il acceptait un tel mandat et a déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

Septième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide de nommer M. Philippe REFFAY pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2024 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

M. Philippe REFFAY a d'ores et déjà fait savoir qu'il acceptait un tel mandat et a déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

Huitième résolution. — L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs aux Petites Affiches et à tout porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de ses délibérations pour effectuer les dépôts ou publications prescrits par la loi.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été adressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

M Christian DUPLAND,
Président ;

BNP PARIBAS Personal Finance :
Représentée par M Christian DUPLAND,
Scrutateur ;

Mme Sonia OHANESSIAN,
Secrétaire.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

Aux actionnaires de la société Crédit Moderne Antilles Guyane,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Crédit Moderne Antilles Guyane relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

— Le provisionnement des risques de crédit et de contrepartie constitue un domaine d'estimation comptable significatif dans toute activité bancaire. Votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (paragraphe « Opérations avec la clientèle » et « Crédit-bail » de la note I de l'annexe, note II-2, note II-3, note II-4 et note III-6). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations individuelles et de portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels :

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du Code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Informations relative au gouvernement d'entreprise :

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des autres informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

– il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons un rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article L. 823-16 du Code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 27 Avril 2018.

Les Commissaires aux comptes :

MAZARS :
Matthew BROWN ;

DELOITTE & Associés :
Jean-Vincent COUSTEL.